

PARTOUT LA COLÈRE GRONDE

Multiplions les HIS et les AG

LE 4 DÉCEMBRE 2021 : 6 000 SOIGNANTS CHEZ LE MINISTRE VÉRAN... QUI NE RÉPOND TOUJOURS PAS AUX REVENDICATIONS

Pas un seul établissement, pas un seul département n'est épargné par les fermetures de lits et de services et le gouvernement ne répond pas aux revendications, « *alors il faut s'adresser au président Macron et exiger qu'il nous reçoive et satisfasse nos revendications* » disent les manifestants. Castex et Véran n'ont eu aucun mot pour l'hôpital public, le lundi 6 décembre, lors de leur conférence de presse. Mais l'hôpital c'est l'affaire de tous n'en déplaie au Premier ministre et au ministre de la santé.

LE GOUVERNEMENT POURSUIT ET MAINTIENT LA RÉPRESSION EN GUADELOUPE ET EN MARTINIQUE POUR RÉPRIMER LES REVENDICATIONS

Le RAID, le GIGN, des escadrons de gendarmes supplémentaires et un couvre-feu inédit dans sa durée et son ampleur, des dizaines d'interpellations, des gardes à vue et condamnations quasi-immédiates de militants comme réponse aux revendications ! La grève générale et illimitée est toujours là depuis un mois. Le SNFOLC et sa fédération soutiennent les revendications exprimées, elles sont celles de l'ensemble des salariés.

PAS DE POSTES POUR L'HÔPITAL, PAS DE POSTES POUR L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Dans le second degré, ce sont encore 500 postes en moins programmés dont la répartition sera dévoilée le 15 décembre par le ministre.

Insupportable pour tous de supporter les postes supprimés au regard des revendications.

DES SALAIRES BLOQUÉS

La fédération des fonctionnaires FO a été reçue le 9 décembre par la ministre de la Fonction publique pour exiger l'augmentation du point d'indice. La ministre Amélie de Montchalin assume sa déclaration du 5 juillet défendant une « *rupture assumée avec les augmentations générales du point d'indice* » et qu'il n'y aura pas d'augmentation du point d'indice ! Nos salaires sont donc toujours bloqués ! Il y a de quoi revendiquer puisqu'en fin de carrière, par exemple, c'est une perte de 25% de salaire sur 20 ans.

BACCALURÉAT ET LA FIN DU DIPLÔME NATIONAL

Les attaques contre le baccalauréat via la réforme du lycée et Parcoursup concentrent l'offensive ministérielle contre l'enseignement public, le droit à l'instruction et aux qualifications. C'est pourquoi la reconquête du baccalauréat national est un élément essentiel du combat syndical qui concerne tous les enseignants, les personnels, les parents, les salariés, la jeunesse. Blanquer a profité de la crise sanitaire pour étendre le contrôle continu, et il tente maintenant d'imposer le projet local d'éva-

luation (PLE) qui définirait lycée par lycée les modalités d'évaluation d'un bac local et sans valeur. Que restera-t-il des programmes nationaux, des horaires nationaux, si le bac devient un diplôme local. Quel avenir pour le lycée et le collège sans le point d'orgue de l'architecture générale de l'Ecole que constitue le baccalauréat ? Poser la question, c'est y répondre.

Prenant ses responsabilités, le SNFOLC et la FNEC FP-FO organisent une réunion nationale pour le rétablissement du Baccalauréat, diplôme national et premier grade universitaire, le 4 février 2022. Il est possible, dans l'unité la plus large, de faire reculer le ministre, pour que dès 2022, le baccalauréat retrouve la place qui doit être la sienne. Alors désignons, dès maintenant les délégués et participants à la réunion nationale.

AUTO-ÉVALUATION DES ÉTABLISSEMENTS

Rien n'échappe au ministre Blanquer et ses décisions pour essayer de faire plier les personnels. La mise en place des auto-évaluations est là pour cela. Mais elle se heurte à la résistance des personnels qui ne sont pas dupes de cette nouvelle mise au pas.

Les personnels avec ses organisations syndicales opposent à la volonté du ministre de mettre sous coupe réglée tous les personnels, leurs revendications.

Les prises de position se multiplient dans les collèges pour refuser l'auto-évaluation, pression supplémentaire, remise en cause du travail des enseignants et des personnels, des obligations réglementaires de service et du statut.

Les personnels de l'Éducation nationale, mois après mois, s'organisent, ils se rassemblent contre cette politique qui vise à détruire quotidiennement l'École.

Leur résistance est la nôtre

Le SNFOLC et la FNEC FP-FO aux côtés des personnels qui refusent cette situation, soutiennent et appellent à toutes les initiatives en défense des revendications.

